

## Le mirage du nationalisme sans identité

Mathieu Bock-Côté

Samedi, 7 mai 2016 13:04 MISE à JOUR Samedi, 7 mai 2016 13:59

Pour plusieurs, la course à venir à la direction du PQ sera l'occasion de liquider une fois pour toutes le fameux virage identitaire de 2007 et d'en revenir au nationalisme civique qui a été la marque distinctive du souverainisme post-référendaire, de 1995 à 2007, quand les souverainistes, pour expier la déclaration de Jacques Parizeau sur le vote ethnique, se convertirent eux-mêmes au multiculturalisme. Et de fait, entre Alexandre Cloutier, Véronique Hivon, Nicolas Marceau et Martine Ouellet, on peine à voir lequel témoignerait d'une certaine sympathie pour un nationalisme ancré dans l'histoire et dont la Charte des valeurs de 2013-2014 a représenté l'expression offensive, susceptible, d'ailleurs, de mettre en échec le multiculturalisme canadien sur le territoire québécois en révélant de quelle manière il corsette l'identité québécoise. Ces candidats sont certainement honorables et on ne devra pas les juger sur ce seul enjeu, mais à ce qu'on en sait, ils marquent leurs distances avec la question de l'identité nationale, qui n'a rien d'une question secondaire.

Il faut dire qu'ils se conforment à un environnement médiatique de plus en plus ouvertement hostile au nationalisme historique et culturel : depuis quelques temps, on a l'habitude de diaboliser le virage identitaire, en oubliant qu'avec lui, le PQ ne faisait que renouer avec sa tradition politique profonde. La petite industrie des commentateurs qui n'en finissent plus de faire la leçon au commun des mortels en multipliant les sermons inclusifs a décidé de l'associer à la xénophobie, au repli sur soi, à la fermeture à l'autre. Il suffit désormais de dire le mot «identitaire» pour que les politiciens en quête d'approbation médiatique prennent peur et s'activent à donner des gages de gentillesse aux commissaires médiatiques distributeurs de certificats de bonne conduite idéologique. Le lobby diversitaire est parvenu, à bien des égards, à piéger la question identitaire. Aujourd'hui, rares sont ceux qui s'en approchent. Ils comprennent bien qu'ils risquent alors l'ostracisme médiatique et de subir les foudres de journalistes agressifs qui dissimuleront derrière une fausse objectivité leur hostilité idéologique.

Mais il faudrait comprendre: en quoi la référence à l'identité québécoise, en particulier, et à l'identité québécoise, en général, est-elle odieuse? Pour que le souverainisme soit respectable et moderne, doit-il vraiment sacrifier la référence à la langue française et à l'histoire du peuple québécois? Doit-il vraiment se rallier à un multiculturalisme agressif qui transforme la majorité historique francophone en communauté parmi d'autres et militer pour des seuils d'immigration démesurés qui servent exclusivement les intérêts électoraux du Parti libéral? Doit-il vraiment se

rallier à la doctrine des accommodements raisonnables et embrasser plus largement la philosophie de l'intégration inscrite dans la constitution de 1982? Doit-on se réjouir que Montréal se désaffilie de plus en plus du cadre québécois, comme si les régions étaient victimes d'arriération culturelle et qu'il fallait les larguer pour ne plus être handicapées par elles? Le souverainisme, pour être légitime, doit-il se penser à travers le prisme de la constitution canadienne qui avait pourtant d'abord pour fonction d'effacer de l'histoire le peuple québécois? Faut-il être plus trudeauiste que les trudeauistes d'Ottawa pour avoir le droit de poursuivre le combat national?

Ce sont d'étranges souverainistes, ceux qui entendent se conformer aux critères de respectabilité idéologique définis par le pays dont ils veulent se séparer : on pourrait dire que ce sont des souverainistes idéologiquement domestiqués par un régime qui hypnotise les élites souverainistes alors qu'elles devraient en faire le procès. On peut y voir, avec quelque cynisme, une autre preuve de l'efficacité idéologique du coup de force de 1982. À terme, le propre d'un régime politique est de transformer durablement les mentalités et de refonder l'identité collective. On pourrait dire que les Québécois sont victimes d'un régime qui a vocation de les neutraliser et de les faire passer du statut de peuple fondateur d'un Canada binational à celui de minorité ethnique parmi d'autres noyée dans la diversité canadienne. Le Canada, pour le dire d'une formule simple, est en train de nous canadianiser en menant à terme la dissolution politique et historique du peuple québécois. Peu à peu, nous intériorisons la vision que le Canada a de nous : il faut dire que les fédéralistes de Québec ont été colonisés idéologiquement par les fédéralistes d'Ottawa et qu'ils ne sont plus nationalistes de quelque manière que ce soit.

Et pourtant, les Québécois résistent, même si leurs élites capitulent. Le système médiatique fait tout pour transformer l'épisode de la Charte des valeurs de 2013-2014 en «triste épisode», qui aurait souillé le Parti Québécois, et dont il devrait aujourd'hui se laver. Chaque fois qu'on en parle, on présente la chose avec un regard un peu honteux. Quelque chose de très grave se serait passé à ce moment. C'est évidemment une sottise, et en plus, une sottise mensongère. Les Québécois qui soutenaient très majoritairement la Charte des valeurs et ses différentes mesures le faisaient essentiellement parce qu'ils y voyaient une politique d'affirmation identitaire visant à endiguer l'idéologie multiculturaliste qui les transforme en communauté parmi d'autres dans leur propre pays. Ils y voyaient une manière de réaffirmer le principe fondamental qui commande les lois de l'hospitalité : à Rome, on fait comme les Romains. Leur adhésion n'était pas surprenante : elle s'inscrivait en continuité avec leur rejet de l'idéologie des accommodements raisonnables, comme on l'a vu de 2006 à 2008.

Dire que la Charte a provoqué la chute électorale du PQ relève d'une réécriture de l'histoire : on veut faire oublier qu'elle a failli permettre au PQ d'obtenir la majorité qu'elle cherchait. On veut

faire oublier qu'elle a réveillé des passions politiques honorables, comme le désir de perpétuer son identité ou celui de réaffirmer la prédominance légitime des repères de la société d'accueil dans une société soumise à une immigration de plus en plus massive. Lors de son bref passage au pouvoir de 2012 à 2014, c'est seulement lorsque la Charte des valeurs est apparue sur la scène politique que les sondages se sont montrés favorables au Parti Québécois et qu'il a pu envisager la constitution d'une majorité électorale. D'ailleurs, la mauvaise réputation qu'on cherche à faire à Bernard Drainville est absolument odieuse, alors qu'il aura eu le courage d'affronter la meute médiatique sans jamais fléchir. Mais à la différence de bien d'autres, il ne s'est pas affolé sous les crachats et a continué la promotion d'une Charte qui, si elle avait été adoptée, aurait eu des effets identitaires durablement bénéfiques pour le Québec.

Ce n'est pas la Charte qui a provoqué la chute du PQ dans les sondages en 2014 mais la souveraineté – ce qui est plus que triste, d'ailleurs. Le PQ a vu sa raison d'être lui exploser au visage sans l'avoir prévu – il croyait manifestement pouvoir faire une campagne complète sans se faire trop encombrer par un projet qu'il a pris l'habitude de traiter comme un boulet. Quand la question de la souveraineté est apparue dans la campagne, elle a fait disparaître tout le reste. D'un côté, le PQ fuyait son option, de l'autre, le PLQ la lui rappelait sans cesse en la présentant comme une catastrophe. C'est une décennie d'incurie idéologique souverainiste qui a alors provoqué une explosion politique. Pendant ce temps, la CAQ envoyait des signaux politiques favorables aux électeurs sensibles aux questions identitaires. On notera d'ailleurs que la CAQ mise encore sur la carte identitaire pour déclasser le PQ chez les électeurs francophones et que sa stratégie pourrait bien réussir.

Revenons un instant sur les élections de 2014 : c'est bien le drame, aujourd'hui: la souveraineté et l'identité sont déconnectées dans l'esprit d'un très grand nombre d'électeurs. Les Québécois sont aujourd'hui convaincus, en un sens, que le Québec dispose de tous les moyens nécessaires à son développement et à l'affirmation de son identité. Ils vivent le Québec comme un pays souverain : ils habitent cette illusion terriblement déréalisante. C'est comme si dans leur esprit, nous étions déjà un pays : faire l'indépendance, alors, ne serait en rien vital et relèverait de la simple coquetterie idéologique. Comme tous les peuples du monde occidental, les Québécois refusent le multiculturalisme et la dilution de leur identité historique, mais ils ne semblent pas avoir conscience que leur association à la fédération canadienne les prive des moyens nécessaires à la réaffirmation de leur identité. C'était une des grandes vertus de la Charte des valeurs : tôt ou tard, elle placerait le Québec en contradiction avec l'ordre constitutionnel canadien. Les Québécois auraient alors fait l'expérience de son caractère contraignant : entre le maintien du lien fédéral et la défense de notre identité nationale, il faut choisir. Le prix à payer pour rester dans le Canada, c'est de renoncer à définir notre propre cadre d'intégration.

On en revient aux raisons profondes qui expliquent l'existence d'un mouvement indépendantiste au Québec. Si le Québec envisage la possibilité de son indépendance, à la différence du Manitoba ou de la Saskatchewan, c'est qu'il y a ici un peuple qui s'est construit à travers l'histoire une identité singulière, même si cette identité a naturellement évolué, au fil des époques – tout simplement parce qu'une culture est à la fois faite de permanence et de mouvement. S'il n'est plus permis d'enraciner la lutte souverainiste dans l'histoire, s'il faut la désincarner complètement, alors à quoi bon faire du Québec un pays? René Lévesque, dont on aime se réclamer en prenant rarement la peine de le lire, avait lui-même une conception profondément enracinée et existentielle de la nation : il ne lui serait jamais venu à l'esprit de la réduire à un contrat administratif et social entre individus porteurs de droits. Pour lui, la nation était une réalité historique. S'appuyer sur René Lévesque pour faire le procès du nationalisme «identitaire», c'est se tourner vers un homme qui s'en réclamait pleinement pour le condamner. On ajoutera qu'il n'y a rien «d'exclusif» à placer la défense de l'identité québécoise au cœur du projet souverainiste : il faut cesser de confondre l'ouverture à l'autre avec le reniement de soi.

Et au cœur de l'identité québécoise loge le sentiment de sa précarité : on pourrait parler d'une peur de disparaître qui ne relève pas du délire de persécution mais d'une analyse éclairée de notre situation géopolitique singulière en Amérique du nord : les souverainistes devraient peut-être inviter les Québécois à sortir de leur sécurité identitaire illusoire et cesser de leur conter de jolies berceuses. Ce qu'on a appelé la survivance, dans notre histoire, n'était pas qu'une posture conservatrice en des temps difficiles. C'était aussi un constat sur la part tragique de l'identité québécoise en Amérique. Jamais notre existence comme peuple ira de soi, toujours elle sera un combat, et s'il faut éviter de vivre le Québec à la manière d'un camp retranché, nous ne saurions, non plus, faire comme si notre culture est à ce point assurée qu'elle peut faire l'économie de la vigilance et d'une politique vigoureuse pour se maintenir et s'émanciper.

Par ailleurs, ce qu'on appelle le nationalisme civique, auquel on nous invite à revenir, est une fraude idéologique: il laisse croire que l'ancrage de la nation dans l'histoire, dans la mémoire, dans la culture, dans les mœurs, relèverait du «nationalisme ethnique», un terme dont pourtant personne ne se réclame et qui sert surtout à diaboliser tout nationalisme enraciné. Mais cette nation décharnée, désincarnée, désubstantialisée, n'est plus qu'un espace administratif neutre où cohabitent des communautés, qui mises ensemble, n'ont plus rien d'un peuple. Un peuple, pour le redire autrement, n'est pas qu'un assemblage disparate de communautés et d'individus ne partageant rien d'autres que des droits universels : c'est une communauté d'histoire et de culture qui laisse une empreinte particulière sur un pays, qui se l'approprie et qui, pour cela, peut en venir à vouloir se gouverner lui-même. Si on efface l'identité historique de la nation québécoise, en quoi est-elle encore une nation?

Tout cela n'est pas sans conséquences pratiques, d'ailleurs. Dès qu'on se détache de l'histoire et qu'on transforme la majorité francophone en communauté parmi d'autres dans un territoire arbitraire nommé Québec, ce sont les assises de la loi 101 qu'on dynamite. Car on passera vite, alors, de l'idéal d'un Québec français à celui d'un Québec bilingue, qu'on justifiera au nom de la mondialisation, de la modernité et de l'ouverture à l'autre. Et peu à peu, on en arrivera à une conclusion évidente : pourquoi ne pas tout simplement rester dans le Canada, puisque ce pays, désormais, correspond parfaitement à l'idée que nous nous faisons du Québec? Un Québec bilingue, multiculturel, étranger à son histoire, et mentalement canadianisé, ne serait tout simplement plus le Québec, même s'il continuerait d'en porter le nom. Nous sommes d'ailleurs déjà engagés dans ce mouvement, et on nous invite à accélérer la cadence, pour ne pas déplaire à une jeunesse qu'on s' imagine pénétrée par cet idéal.

Il se peut, cela dit, que l'identité québécoise soit aujourd'hui profondément blessée. Comme j'aime dire, la défaite défait et les deux échecs référendaires finissent par « rentrer dans le corps » d'un peuple qui a investi énormément d'énergies politiques dans sa question nationale au vingtième siècle sans parvenir à obtenir ni l'indépendance, ni la société distincte au sein de l'ensemble canadien. Pour le dire franchement, l'histoire de la deuxième moitié du vingtième siècle au Québec se termine sur une immense défaite que nous peinons à reconnaître, tellement nous voulons à tout prix nous raconter le récit d'une Révolution tranquille absolument victorieuse qui nous aurait délivrés de notre vieille aliénation. Nous ne parvenons pas à nous avouer cette pénible vérité : sur le plan national, nous avons terriblement échoué.

Cette grande défaite a mutilé intimement un peuple qui aujourd'hui, a la tentation de se diluer, de se dissoudre, et qui se laisse charmer comme jamais par ceux qui lui expliquent que sa culture est un fardeau et qu'en s'en délivrant, il pourrait enfin jouir pleinement des avantages de la modernité nord-américaine. On pourrait croire, de ce point de vue, que l'identité québécoise est à reconstruire, à réveiller, à revitaliser et que l'indépendance devrait être pensée dans cette perspective. Entre la tentation du suicide tranquille et celle de la défense de ses grands repères identitaires, le peuple québécois est aujourd'hui tiraillé et divisé. Sa part sacrée est peut-être en train de s'éteindre, comme si une trop longue résistance sans horizon d'émancipation collective était aujourd'hui en train de pousser la jeune génération vers un nihilisme post-national maquillé en vertu diversitaire autoproclamée.

Pourquoi faire l'indépendance si on occulte la référence à l'identité québécoise? Cette question devrait suffire à nous rappeler qu'on ne diabolise pas l'identitaire sans diaboliser au même moment la condition d'une renaissance du nationalisme. Pourtant, la réponse d'une certaine gauche souverainiste est connue: on fera l'indépendance pour faire un pays écologiste, vert, altermondialiste et même socialiste. On fera un pays modèle en matière de justice sociale qui

servira d'exemple à la planète entière. C'est une lubie et en plus, c'est une lubie antidémocratique. C'est une lubie parce qu'on ne fonde pas un pays sur quelque chose d'aussi friable qu'une idéologie, et encore moins sur une idéologie qui ne passionne pas au-delà de la frange souverainiste de Québec solidaire et de la frange solidaire du Parti Québécois. Et c'est une lubie antidémocratique parce qu'une telle approche viendrait écraser le pluralisme politique de la démocratie québécoise.

Car que faudrait-il faire alors pour créer un pays agréable à la gauche solidaire qu'on s'esquinte à convaincre? Inscrire de telles orientations dans la constitution d'un Québec souverain? Devrait-on comprendre que le centre et la droite seraient anticonstitutionnels dans un Québec libre? Que se passerait-il si un parti de centre-droit comme la CAQ remportait les élections cinq ou six ans après l'indépendance et la proclamation de la constitution solidaire? Serait-il dans l'interdiction d'appliquer son programme? On en revient à la réalité : malgré ce que croient certains progressistes depuis toujours, ce n'est pas sur une idéologie qu'on fonde un pays, mais sur une nation historique, qui en vient à vouloir s'autodéterminer, et qui considère qu'avoir son propre pays est même une question de survie.

Évidemment, le mouvement souverainiste doit tenir compte de la sensibilité de notre temps et des enjeux qui dominent la vie politique. Il doit mener sa bataille dans l'époque qui est la sienne. Il doit s'emparer des enjeux qui traversent l'espace public et les articuler dans une perspective nationaliste et indépendantiste. Mais pour rien au monde, il ne doit croire que c'est en diluant l'identité québécoise qu'on accédera plus rapidement au pays. Pour rien au monde, il ne doit s'imaginer que la souveraineté sera d'autant plus facile à atteindre qu'on ne parlera plus du peuple québécois qui, au fil de son histoire, l'a souvent désirée et de temps en temps réclamée. La tradition profonde du souverainisme québécois, c'est le nationalisme historique. Il serait quand même étonnant qu'on affranchisse politiquement un peuple en censurant son identité.